



Déclaration liminaire – CSA du 08 avril 2026

Madame la directrice académique,

Nous nous réunissons aujourd'hui pour préparer la rentrée scolaire 2026 et tenter de répartir équitablement la dotation départementale, conséquence du budget inique dédié au service public d'éducation.

Le constat semble clair. Où sont les priorités de notre gouvernement ? Car l'argent, quand il en a besoin, l'Etat sait où le trouver.

Quand referons-nous vraiment de l'Ecole Publique, de l'Education Laïque, de la jeunesse de notre pays, une vraie priorité ?

A l'heure des opérations de carte scolaire donc, de cette dotation indigne et des nombreuses fermetures de classes qui vont en découler, nous ne pouvons refaire que ce terrible constat : l'Ecole n'est pas, n'est plus une priorité, sauf peut-être lors de certains discours électoraux ou plutôt électoralistes.

Cette priorité est en tous cas la nôtre, convaincus que l'avenir d'un pays se joue dans sa jeunesse, dans la capacité à faire que celle-ci puisse s'élever, que les futurs citoyens que nous scolarisons puissent se construire dans la sérénité et les valeurs républicaines pour lesquelles nous nous battons, et ce, malgré les violences ambiantes, malgré la montée des haines et des ressentiments, malgré la flamme grandissante de ceux qui divisent et abîment notre cité.

L'UNSA s'est opposée fermement en CSA ministériel et en CSA académique à ces dotations, nous le confirmons ici aujourd'hui. Nous déplorons aussi la création des postes de PAS sur la dotation départementale. L'inclusion serait une priorité de l'Etat ? Très bien, peu importe le nom qu'on lui donne, PAS, PIAL ou autre, mais ces postes devraient relever d'une dotation exceptionnelle nationale.

Cette année, avec quatorze postes à rendre en plus de ces PAS, l'équation sera, encore une fois, insoluble et le bilan de nos travaux, catastrophique, malgré notre volonté. Vous nous

expliquerez sans doute qu'avec 700 élèves de moins sur le département, la dotation aurait pu être bien pire et que 14 postes retirés, ce n'est finalement pas si mal.

Mais pourquoi alors, à la lecture du projet, les classes qui fermeront auront des effectifs bien supérieurs aux classes qui avaient fermé l'an dernier ? Pourquoi la situation se dégrade-t-elle autant ?

La réalité du terrain est bien autre que celle de la simple moyenne de P/E départemental.

En effet, notre département est hybride avec de très nombreuses écoles à moins de 4 classes et des écoles plus grandes. Dans les plus grandes, les fermetures auront moins de conséquences directes sur le P/E, elles ferment donc plus facilement. Dans les petites écoles, une fermeture aurait pour conséquence des classes à quatre niveaux, on ne fermera pas et tant mieux. Le bilan n'ira donc pas dans le sens d'une amélioration même si le P/E global sera peut-être en diminution.

Finalement, cette dotation va donc avec évidence dégrader la situation, à l'heure où l'on aurait pu faire du qualitatif. Au regard du budget de l'Etat, cela n'aurait pas pesé grand-chose, donc j'y reviens, où sont les priorités ?

Nous l'avons dénoncé déjà l'an dernier, les personnels sont en souffrance, et malgré ce que l'on a pu entendre, des classes à plus de 24 élèves, il y en aura beaucoup. Quand il faut gérer très souvent depuis quelques temps la violence de nombreux jeunes en grande souffrance, 24 ou 25 élèves, cela devient énorme. Car, nous l'avons déjà dit aussi, une classe de 25 élèves aujourd'hui est bien plus difficile qu'une classe de 25 élèves il y a seulement 10 ans.

Sur le projet discuté ce jour, vous avez essayé de faire au mieux, mais :

- Peut-on accepter une fermeture de classe au Garric, au RPI de Mezens Roquemaure, à Rivières, aux écoles Mazicou et Aubrac par exemple ?
- Doit-on réellement utiliser 0,75 ETP pour des référents de direction d'école ? Les directrices et directeurs ont besoin de décharge supplémentaire et d'aide administrative.
- Est-il entendable de ne pas ouvrir de classe aux Vignals à Burlats (prévision de P/E à 26) à Villefranche d'albigeois (26 élèves de moyenne sur trois classes), Marssac ou au Séquestre (presque 26 élèves de moyenne à la rentrée) ?

Nous serons donc partisans de ne pas garder de réserve de poste et d'acter dès aujourd'hui des urgences à l'ouverture et à la non-fermeture.

Pour conclure, nous sommes réunis en département, non pour sanctionner une politique nationale, mais pour répartir des moyens départementaux. Vos priorités, nous les partageons,

pour autant, comment valider un projet qui pour beaucoup d'écoles aura des conséquences plus rudes que l'an dernier ?

Dans cet équilibre à construire localement, le travail demandé aux services que nous remercions encore est donc impossible à construire pour améliorer les choses.

Vous nous avez dit il y a quelques années que vous vouliez tout faire pour améliorer par exemple les conditions d'encadrement dans les écoles en QPV, cela a été un engagement très fort de votre part envers les publics les plus fragiles. Vous avez tenu cet engagement, vous le prouvez encore dans votre projet cette année, nous saluons encore votre décision. Mais, cela sera-t-il suffisant pour valider cette carte scolaire et quelque part les choix de nos responsables ?

Car oui, on nous demande à tous ici, de réfléchir, de peser le pour et le contre, d'échanger, débattre et argumenter, de gérer la pénurie comme le disait un ancien Inspecteur d'Académie tarnais, tout cela sans dégrader le service.

Mais comment alors rendre une copie acceptable lors de nos instances avec cette dotation, avec ces choix budgétaires ?

En conséquence, Madame la Directrice Académique, nous nous questionnons sur le sens du vote d'aujourd'hui, sur la participation à cette mascarade décidée au plus haut niveau et de ce fait à la destruction du service public d'éducation organisée par notre Ministère.

Nous tenons encore une fois pour conclure à remercier le travail de fourni de vos services et la recherche du plus juste équilibre que vous tentez de trouver avec les moyens qui sont les vôtres. Nous vous remercions de votre attention.